# **LE RETOUR DE l’INFLATION ET LA QUESTION DU POUVOIR D’ACHAT**

 Jean-Pierre KERTUDO
 Mi-mars 2022

Table des matières

[**INTRODUCTION** 3](#_Toc98234987)

[**DEFINITIONS DE L’INFLATION** 4](#_Toc98234988)

[**En temps de paix** 4](#_Toc98234989)

[**En temps de guerre** 5](#_Toc98234990)

[**LES MESURES DE L’INFLATION** 6](#_Toc98234991)

[**LES DECENNIES PASSEES SANS INFLATION** 6](#_Toc98234992)

[**LA RESURGENCE DE L’INFLATION** 9](#_Toc98234993)

[**Le contexte** 9](#_Toc98234994)

[**Etat des lieux inflationnistes** 9](#_Toc98234995)

[**Les causes** 9](#_Toc98234996)

[**Les effets** 10](#_Toc98234997)

[**La lutte problématique contre l’inflation** 11](#_Toc98234998)

[**LES PERSPECTIVES PROCHAINES** 11](#_Toc98234999)

[**CONCLUSIONS** 13](#_Toc98235000)

# **INTRODUCTION**

La pandémie s’efface peu à peu dans nos pays européens vaccinés. Elle a obligé les principales économies à geler temporairement leurs activités et, en leur sein, des centaines de millions d’habitants à rester confinés durant des mois dans leurs domiciles. Les activités de production et d’échange, dans le monde entier, s’en sont trouvées profondément perturbées. Les Etats développés, puissamment aidés par leurs banques centrales, se sont mobilisés pour empêcher le naufrage de leurs appareils productifs, soutenir leurs consommateurs. Au prix d’une accumulation de déficits financés, en majeure partie, par des endettements publics tandis que les endettements privés étaient déjà, avant le déclenchement de la crise sanitaire, très élevés.

Au sortir de cette crise, il était inévitable que des tensions économiques et financières s’intensifient, que de pénuries apparaissent et perturbent toutes les chaînes de création de valeur marchande. Du pouvoir d’achat non utilisable s’était accumulé entre les mains des acheteurs potentiels appartenant aux classes aisées alors que les offres de biens et de services avaient été contraintes de se réduire. Toutes les conditions étaient réunies pour une résurgence de l’inflation qui s’est immanquablement produite aux Etats-Unis, en Europe et dans plusieurs pays dits « émergeants ».

L’invasion par le régime russe « néo soviétique » a eu pour premier effet de stimuler le phénomène inflationniste. A cause d’une réduction substantielle des fournitures de produits agricoles, de produits énergétiques, de minerais rares. Ce phénomène impacte durement les grandes économies. Il met encore plus en danger celles, nombreuses qui ne parviennent à nourrir leur population qu’en important massivement des denrées alimentaires, soit la partie est de l’Europe mais, beaucoup plus encore, les nations moyen-orientales et d’Afrique du Nord et plusieurs autres situés dans la bande sahélienne de cet immense continent.

Dans les analyses qui vont suivre, nous allons tout d’abord rappeler en quoi consiste l’inflation. On verra que pour l’expliciter correctement, il faut combiner plusieurs de façons de l’interpréter.

L’inflation se mesure de différentes façons dont certaines ne manquent pas de susciter des polémiques. Il faudra en inventorier les raisons.

Le phénomène exerce des effets notables sur le fonctionnement des entreprises, les budgets des ménages. Il est d’autant plus impressionnant qu’il succède à une longue période de stabilité. Il importe de comprendre la portée et les conséquences de sa résurgence.

D’ores et déjà, des mesures ont été prises afin de la contenir. Elles vont s’étoffer. Avec quels impacts et quels succès ? Quels seront les gagnants et les perdants ? Il faut y apporter des réponses

Si l’avenir reste empreint d’une accumulation d’incertitudes on doit, néanmoins tenter de l’éclaircir. C’est que nous allons tenter de faire.

Tous les pays du monde sont concernés par le sujet. Européens, nous ne sommes pas les plus exposés. Ce sont les pays pauvres en cultures de subsistances, en ressources énergétiques qui risquent de subir les principaux dommages. Ceci étant, notre continent est le siège d’une guerre aux effets certes mondiaux, mais également spécifiques. Ses effets économiques s’amplifient d’une dimension géopolitique qui s’inscrira dans le long terme. On proposera une interprétation des changement les plus probables.

# **DEFINITIONS DE L’INFLATION**

Si l’on veut bien admettre que la guerre ne se limite pas, depuis fort longtemps, à sa composante militaire, on doit reconnaître que les nations sont très nombreuses à se combattre sur une multiplicité de fronts qui vont bien au-delà de la concurrence classique décrite dans les manuels d’économie. Une partie des grandes puissances cherche à terrasser l’autre par des moyens de divers ordres. La cyberguerre bat son plein. Les rétorsions monétaires et financières se sont massivement répandues. Il faut donc intégrer ces pratiques ascendantes dans les analyses de l’inflation.

## **En temps de paix**

L’inflation peut se définir comme une progression généralisée et durable des prix affectant tous les biens et services, progression plus rapide que les moyens de paiement dont disposent les acheteurs. Avec la même quantité de monnaie en leur possession ces derniers ne peuvent plus acquérir autant de marchandises qu’auparavant. Le mouvement inverse, la déflation, se manifeste par une tendance, elle aussi généralisée, à la baisse des prix, des productions, à la disparition de producteurs entraînant une hausse du chômage.

Rappelons, d’abord, que la masse monétaire d’une économie évolue à la fois sous l’effet des émissions auxquelles procèdent les instituts contrôlés, plus ou moins rigoureusement, par les Etats et, simultanément, des opérateurs bancaires et financiers. Les banques collectent les dépôts de leurs clients mais accordent des crédits, c'est-à-dire des moyens d’acheter nettement supérieurs aux sommes qui leur ont été confiées, créant, ainsi de la monnaie.

Des économistes devenus célèbres (I. FISCHER, M. FRIEDMAN, entre autres) ont déterminé comme cause principale de l’inflation les excès d’émission monétaire de la part des Etats et des banques. Leurs démonstrations, inspirées par les désastres des années trente, sont à la fois incontestables, sous certaines conditions que l’on évoquera ultérieurement, et néanmoins incomplètes. Le phénomène monétaire a des fondements politiques et sociaux. Il ne peut se comprendre complètement sans faire entrer en scène les comportements de tous les acteurs impliqués qui ne se limitent pas aux instituts d’émission.

Il existe, de par le monde, des inflations positives et d’autres négatives. Le cas positif est celui où l’offre de biens et services se développe sainement, mais moins vite que celle de la demande. Nombre de nations en voie de développement ont été ou sont encore dans cette dynamique. La possibilité d’un rééquilibrage n’est qu’une question de temps. Le cas négatif correspond à un déclin de l’offre qui ne parvient plus à satisfaire la demande qu’en procédant à des augmentations de prix.

En régime de croisière, les économistes sont unanimes pour estimer qu’une inflation modérée stimule les activités économiques. La déflation, pour sa part, est rarement considérée comme bénéfique dans la mesure où la dynamique capitaliste vise, fondamentalement, à produire plus et redoute, par-dessus tout, les contractions de la demande globale.

Dans tous les cas de figure en présence, les comportements des Etats et des acteurs économiques, importants mais aussi plus modestes, s’avèrent donc décisifs. Les penseurs économiques, ayant postulé depuis le XIXème siècle, que les pratiques des gens ordinaires sont, en dernière analyse, rationnelles éprouvent de grandes difficultés à rendre lisibles les processus agissant sur les prix, à la hausse comme à la baisse. Ce n’est pas toujours le cas comme le montrent les exemples historiques les plus célèbres.

## **En temps de guerre**

Les grandes guerres mondiales que nous avons vécues se sont traduites par d’importants transferts des productions civiles vers des productions militaires. Les biens et services mis à la disposition des consommateurs ont été raréfiés et plus coûteux. Nombre de pays engagés dans les conflits ont réagi en instaurant des dispositifs de contrôle des prix. Le marché « noir » a prospéré. A l’époque, les économies étaient peu ouvertes sur l’extérieur. La situation actuelle se présente de manière différente. La récente étape de mondialisation a entrainé une interdépendance économique généralisée des Etats. Dans le même temps, de manière profondément contradictoire, les rivalités géopolitiques ont suivi, en s’aggravant, un chemin inverse.

L’invasion militaire russe ne s’intéresse, pour le moment qu’à un pays, un des plus pauvres d’Europe, mais intervient dans un contexte d’internationalisation beaucoup plus avancé. Elle conduit à amputer l’offre mondiale de produits céréaliers, de minerais et métaux « rares » et à dramatiser, au détriment de nombreux pays au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et même du centre et du sud, leurs approvisionnements en denrées de consommation essentielles.

Les effets de la guerre viennent s’additionner aux autres facteurs d’inflation. Ils ont déjà fortement affecté l’économie « post-soviétique ». Ce n’est qu’un début car les occidentaux sont entrés, économiquement et financièrement, dans le conflit.

Les sanctions décidées, les plus massives jamais adoptées, afin de fragiliser le régime de V. POUTINE, vont endommager puissamment son économie, ses avoirs financiers, le niveau de vie de sa population, tout en faisant souffrir également les pays occidentaux, essentiellement européens, privés d’une partie de leurs importations stratégiques.

# **LES MESURES DE L’INFLATION**

On quantifie l’inflation, on suit son évolution à l’aide de nombreux indices gérés par des institutions publiques et, aussi par des entités privées. Les plus nombreux se limitent aux prix de certaines marchandises : céréales, minerais. Les masses monétaires font également l’objet d’un suivi. De nombreux indices boursiers sont également publiés.

L’indice le plus connu est celui qui mesure les trajectoires des prix à la consommation finale. Il se différencie de tous les autres par son caractère synthétique censé exprimer les variations du « coût de la vie ». Il est surveillé avec d’autant plus d’attention qu’il sert de base à la fixation d’un grand nombre de prestations à caractère social. Il fait, en permanence l’objet de nombreuses contestations pour au moins trois raisons.

La première tient à son caractère nécessairement abstrait. Il procède d’une moyenne agrégeant des constats qui s’appliquent en théorie à tout le monde mais en réalité à personne tant sont différenciées les pratiques de consommation. Sa représentativité diminue au fur et à mesure que les éventails de revenus s’élargissent, ce qui a été le cas, dans nombre de pays, au cours des décennies passées.

Les ménages consommateurs s’intéressent prioritairement à la tenue de leur budget lequel comprend, non seulement, des dépenses de consommation, mais, également, pour beaucoup, notamment les plus jeunes, des dépenses d’investissement. Les indices prennent en compte les charges courantes de loyers, les intérêts des emprunts, pas, comme il est logique, le remboursement du capital considéré comme de l’investissement. En outre, l’indice, dans sa logique, intègre des situations très différentes. Dans certains pays, France, Italie, Espagne, une majorité des habitants est propriétaire de son logement tandis que les locataires sont minoritaires. Or les loyers ont beaucoup augmenté au cours des dernières années. Les ménages concernés estiment à juste titre que leur « coût de la vie » a beaucoup augmenté. Ce que l’on ne peut pas retrouver dans l’évolution des indices puisque l’inflation des loyers et minimisée par les masses de gens propriétaires de leur logement.

Enfin, ces indices résultent du suivi d’un grand nombre de produits au stade de la distribution. Pas seulement alimentaires, mais d’usage quotidien, en partie durables. Or les produits évoluent en permanence. Les statisticiens sont amenés à distinguer dans les prix, des hausses résultant d’une amélioration qualitative qu’ils excluent de leurs évaluations, de celles exprimant la réalité de la hausse. L’exercice a beau être fait avec une grande honnêteté il est assez mal compris des consommateurs qui jugent que les améliorations des produits relèvent de la normalité.

# **LES DECENNIES PASSEES SANS INFLATION**

Entre le début des années quatre-vingt et l’année 2020, après une bonne décennie d’inflation, les occidentaux auraient réussi à maîtriser la hausse des prix. Le propos ne souffre guère d’objection si l’on valide la définition que l’on a précédemment rappelée en soulignant le caractère généralisé du phénomène. Il mérite maintenant d’être précisé et nuancé.

La domestication générale de l’inflation est intervenue dans des conditions historiques tout à fait exceptionnelles. Elle a été impulsée, comme il se doit, par les Etats-Unis en tant que première économie mondiale.

Durant les années 1970-80, la conjoncture économique et sociale a été profondément marquée par ce que l’on a appelé la « stagflation ». Il s’agissait de la combinaison entre une croissance économique affaiblie et une augmentation continuelle des prix. Les Etats-Unis, parmi les grandes puissances économiques, étaient principalement affectés. Le ralentissement de la croissance économique était principalement dû au fait que les marchés ouverts par la seconde révolution industrielle, celle des biens de consommation durables, avaient atteint leurs limites. Bien sûr les clientèles potentielles demeuraient nombreuses mais elles n’étaient pas solvables. Les grands syndicats de salariés et leurs affiliés avaient été de grands bénéficiaires de cette seconde révolution industrielle dont la dynamique s’affaiblissait faute de débouchés rémunérateurs à l’intérieur des frontières. Ils continuaient sur leur lancée à obtenir des gains salariaux que les entreprises répercutaient dans leurs prix de vente. La flambée des prix pesait sur le pouvoir d’achat des ménages, réduisait la demande, accentuant la stagnation. Le président J. CARTER estima alors nécessaire de renverser la situation.

Le président démocrate de la Réserve Fédérale, P. VOLCKER décide d’interrompre la course inflationniste. Il portera à 20% le taux d’intérêt directeur de l’institution. En 1983, le niveau général d’augmentation des prix aura été ramené à 3,2%. La purge opérée et réussie provoquera un affaiblissement sans précédent du pouvoir de négociation des syndicats et des ruptures de confiance profondes, durables, de la part des salariés industriels avec le parti démocrate qui, depuis ROOSEVELT votaient majoritairement en sa faveur. Elle aura des répercussions internationales qui se feront le plus lourdement sentir au Mexique frontalier. Le parti au pouvoir tout en ayant résolu le problème de l’inflation n’a pas remédié à celui de la stagnation.

C’est le pacte conclu avec la Chine et ses voisins, sous l’impulsion du Républicain R. NIXON qui y mettra fin. Les américains se délestent de leurs industries vieillissantes au profit des asiatiques qui disposent d’une main-d’œuvre docile, avide d’échapper à la misère, acceptant des rémunérations faibles. Il va s’ensuivre, jusqu’au déclenchement de la pandémie, une très longue période durant laquelle les salaires américains n’augmenteront plus et les prix à la consommation tendront à se stabiliser. Le pouvoir d’achat s’améliorera cependant grâce aux importations à bas prix de toute une série de biens, à l’expansion de crédits peu chers.

L’Europe emboitera avec retard le cheminement américain. C’est seulement au début des années 2000 que le chancelier allemand G. SCHRODER, social-démocrate, décidera, à l’encontre des syndicats, de freiner vigoureusement les hausses de salaires. Le caractère tardif de la réaction s’explique par le fait que la productivité des industries germaniques était nettement supérieure à celle de tous les occidentaux, ce qui permettait de continuer à améliorer les rémunérations des travailleurs.

En France, le gouvernement socialiste a fini par abolir, en 1986, le contrôle administratif des prix. C’est en fait la progression du chômage de masse, totalement incomprise dans ses ressorts profonds par le Président F. MITTERAND et son proche entourage, qui mettra fin aux poussées inflationnistes.

La longue disparition de l’inflation généralisée s’est accompagnée, pour ainsi dire, de son « cantonnement » dans le périmètre des patrimoines fonciers, immobiliers, boursiers. Leurs détenteurs n’ont cessé de s’enrichir tandis que les revenus des non-épargnaient stagnaient et se précarisaient.

Les Etats-Unis sont réputés comme une nation qui consomme beaucoup et épargne peu. Les données macro-économiques l’attestent. A ceci près qu’une vaste minorité détient des actifs immobiliers et boursiers considérables. Actifs qui, après la crise systémique de 2008, ont continué à se valoriser.

Les détenteurs de patrimoines immobiliers et boursiers se sont donc enrichis tandis que les autres citoyens peinaient à augmenter leurs revenus. Les grands enrichissements étaient nominaux. Les principaux détenteurs de capitaux ne pouvaient les convertir en monnaie de façon massive sans provoquer des séismes financiers. Mais les opinions négligeaient ce fait et ne retenaient que la valeur ascendante des fortunes.

La crise financière de 2008, élargie ensuite à l’économie, a été provoquée par une politique aux desseins apparemment généreux mais qui a abouti à des résultats catastrophiques. Ses promoteurs escomptaient une hausse de long terme ininterrompue de la valeur des biens immobiliers. Leurs propriétaires pouvaient donc s’endetter sans risques pour acquérir d’autres biens. Les locataires pouvaient également emprunter car l’augmentation de la valeur marchande de leur acquisition permettrait de servir de contrepartie à leur endettement. L’idée maîtresse de la politique mise en œuvre était d’intégrer et de rendre solvable, la partie la plus défavorisée de la population. Elle a lamentablement échoué pour deux séries de raisons convergentes.

La hausse censée être continue des prix des actifs fonciers et immobiliers ne s’est pas poursuivie. Elle a été masquée, pour un temps, par une folie spéculative extrêmement bénéficiaire pour les intermédiaires financiers les plus véreux. Les acteurs financiers ont créé des supports de créances agrégeant une masse importante de valeurs fictives, supports de créances qu’elles ont fait valider par des agences de notation unanimes dans leur complaisance. Ces titres douteux ont été achetés par l’ensemble des épargnants occidentaux, l’Europe, Allemagne en tête, n’étant pas en reste. Dans notre continent, c’est le système financier du voisin allemand, très épargnant, à la population vieillissante, qui a été principalement endommagé. Ce qui laissera des séquelles durables au détriment d’une économie dynamique reposant, désormais, sur des banques très affaiblies. La France sera nettement moins affectée que son voisin. En perte chronique de compétitivité économique, elle conservera encore, pour un moment, sa suprématie financière continentale.

# **LA RESURGENCE DE L’INFLATION**

## **Le contexte**

L’inflation qui réapparaît actuellement sous sa forme généralisée s’inscrit dans un contexte mondial cumulant des tensions de divers ordres. Au plan géopolitique la rivalité sino-américaine a franchi une nouvelle étape, nettement plus agressive. Au plan économique l’idéologie du libre-échange a baissé pavillon. Toutes les grandes puissances ont pris des orientations plus protectionnistes. Au plan militaire les budgets des forces armées augmentent substantiellement, dans toutes les parties du monde disposant des capacités de financement nécessaires. L’Ukraine vient d’être envahie au mépris du droit international par une Russie dont les ambitions stratégiques ne sont pas cohérentes avec ses moyens productifs, économiques, financiers. Au plan sanitaire la crise pandémique qui s’estompe dans les pays vaccinés, a désorganisé les productions et les échanges. Pour partie temporairement. Pour partie plus durablement. Le monde d’hier ne disparaît pas totalement mais il s’efface progressivement.

## **Etat des lieux inflationnistes**

Le contraste majeur, dans le monde développé, oppose une augmentation des prix très rapide aux Etats-Unis et une relative stabilité en Chine, concurrent principal. Les premiers subissent une hausse qui tend à dépasser un taux de 7% par an tandis que les seconds parviennent à les limiter à moins de 1%.

En Europe les estimations gravitent autour de 6% avec des perspectives d’augmentation d’au moins deux points.

Les pays dits émergents, en dehors de la Chine, sont particulièrement touchés. Au Brésil, en Inde, les taux d’inflation dépassent les 10%.

En Russie la Banque centrale prévoit un quasi doublement du rythme de la hausse des prix qui pourrait atteindre 20% au cours de l’année 2022.

## **Les causes**

Les causes sont multiples et très différenciées selon les pays tout en présentant des points communs. Les déséquilibres d’offre face à une demande restée très dynamique sont les principaux responsables. Augmenter l’offre pourrait donc y mettre fin. On n’y parvient pas dans de nombreux domaines.

La Russie et l’Ukraine se positionnent, ensemble, comme le premier exportateur mondial de blé, de maïs, de tournesols, d’engrais, couvrant, environ 30% de la demande mondiale. La guerre actuelle se traduit par d’importantes ruptures d’approvisionnement affectant, particulièrement le Moyen-Orient et l’Afrique du Nord et la partie centrale du continent. La demande se reporte sur d’autres sources qui ne sont pas suffisamment en état d’y répondre. D’où les hausses spectaculaires de prix.

Les minerais et métaux rares sont de plus en plus utilisés par de nombreuses industries aval : automobile, aviation, télécommunication, informatique. Ils sont produits en trop faibles quantités. Les restrictions sont en partie causées par les effets nocifs de leur extraction sur l’environnement. Les effets polluants ont été transférés en dehors de l’occident qui s’est placé en situation de dépendance. Les prix sont orientés à la hausse.

La pandémie récente, qui s’atténue sans être terminée, a entraîné la fermeture temporaire de nombreuses unités de production dans le monde entier. La plupart des nations importantes ont réussi à sauvegarder leurs appareils de production. La crise sanitaire s’atténuant, la croissance économique est repartie de plus belle sans que les moyens logistiques, les capacités manufacturières puissent, rapidement s’y adapter. On a manqué de containers, de navires de transport pour le fret, de semi-conducteurs etc.

Dans de nombreux secteurs de l’économie occidentale, les pénuries de main-d’œuvre ont atteint un niveau élevé. Beaucoup de travailleurs précaires et sous-payés ont trouvé le moyen de se retirer du marché du travail ou de se reconvertir dans d’autres métiers mieux rétribués, ou, encore, d’obtenir de meilleurs salaires. Les départs en retraite de la part des actifs se sont accélérés. Autant de changements qui se sont répercutés dans les prix.

L’augmentation spectaculaire des prix de l’énergie procède, à la fois de phénomènes conjoncturels et, encore plus, de facteurs structurels. La substitution des énergies fossiles par les énergies renouvelables s’avère nettement plus lente que prévu. Les grands producteurs, non américains, arabiques, africains et russes ont cruellement besoins de ressources. Ils sont tous unis pour maintenir un prix élevé de leurs approvisionnements. Les Etats-Unis, le Canada, sont en mesure de ne pas être tributaires des grands fournisseurs étrangers. Tel n’est pas le cas de l’Europe qui ne s’est jamais vraiment souciée de son autonomie énergétique et qui dépend massivement, pour ce qui concerne l’Allemagne et toute sa partie est, des exportations russes, pétrolières et, encore plus, gazières.

## **Les effets**

Les hausses de prix pèsent inévitablement sur le pouvoir d’achat des consommateurs. Le poids est d’autant plus lourd à porter que les revenus disponibles d’une partie des intéressés sont faibles. Les revalorisations salariales interviennent après que les effets inflationnistes aient agi. Elles ne compensent leurs dommages que dans les branches productives où le pouvoir de négociation des salariés a pu être maintenu. Ce n’est pas le cas dans beaucoup d’entre elles. Le phénomène inflationniste accroît donc les disparités de pouvoir d’achat. Dans le contexte actuel, on assiste, dans les pays riches, à l’extension des inégalités, préjudiciables à la cohésion sociale. Car se conjuguent les effets-revenus et les effets-patrimoines. Dans les autres, les dommages se révèlent beaucoup plus graves : développement des famines, paupérisation des Etats.

Au plan monétaire, l’inflation favorise les « valeurs-refuges » et fragilise les devises faibles. On voit ainsi se renforcer l’attractivité du dollar, s’atténuer sensiblement celle de l’euro, s’effondrer le cours du rouble, de la livre turque. Le nombre des Etats en faillite financière augmente.

## **La lutte problématique contre l’inflation**

Pour maîtriser l’inflation aucun autre moyen n’a été trouvé, à court terme, si l’on excepte le blocage des prix consistant à figer le thermomètre sans étouffer la fièvre, que de ralentir la croissance économique. Améliorer l’offre requiert du temps. Les outils utilisés par les pouvoirs en place se sont diversifiés et sophistiqués. L’arme principale, en économie libérale, reste l’élévation des taux d’intérêts. Elle diminue la profitabilité des entreprises, restreint l’accès au crédit des particuliers. Elle ne peut manquer d’engendrer de la récession. Si l’inflation engendre de la pauvreté la lutte à son encontre se traduit par des effets comparables.

Les banques centrales doivent faire face à un dilemme. Casser l’inflation en réduisant les émissions de liquidités, en élevant les taux d’intérêts de manière significative, au risque de plonger les économies dans la récession. Ou bien laisser la hausse des prix se répandre, voire s’intensifier avec les effets négatifs que l’on a décrits. On les voit actuellement tenter de naviguer au mieux, entre ces deux récifs.

Aux Etats-Unis la Réserve Fédérale réduit ses achats de créances tout en élevant modestement ses taux d’intérêts. Elle prévoit de les hausser à 0,9% à la fin de 2022, de les porter à 2,1% en 2024 et à 2,5% à plus long terme. L’inflation tendant à dépasser les 7%, les détenteurs de créances vont perdre de l’argent et les ménages du pouvoir d’achat. Le choix a été ainsi fait de privilégier la santé de l’appareil économico-financier.

En Europe la poussée inflationniste est actuellement plus faible mais tend à s’intensifier en raison de la guerre en Ukraine. La faiblesse de l’euro renchérit le coût des importations et alourdit, notamment, la facture énergétique. La Banque Centrale européenne va suivre, avec un peu de retard, la démarche de son homologue américaine. Des leçons ont été tirées des erreurs commisses en 1973 lors de la flambée des prix du pétrole. Les remontées brutales des taux d’intérêt avaient réduit l’inflation mais, en même temps, étouffé la croissance économique. On ne laissera pas s’envoler les taux d’intérêt. On suivra le cheminement très prudent des américains. Avec les mêmes conséquences : une modération très relative de l’inflation accompagnée d’un tassement, que l’on espère limiter, de la croissance, des pertes de pouvoir d’achat inévitables que l’on escompte supportables par les populations.

# **LES PERSPECTIVES PROCHAINES**

La complexité de la situation actuelle ne permet que de tirer des enseignements limités des expériences historiques. On n’assiste pas, en effet, à des rééditions du passé mais à une superposition de mutations diversement structurelles et diversement durables.

Certains déficits d’offre qui stimulent les hausses de prix s’atténueront dans des délais assez brefs. Par exemple, la production de semi-conducteurs répondra à la demande dans un délai de l’ordre de deux années et, possiblement moins. Il en ira de même pour ce qui concerne les moyens logistiques indispensables aux échanges internationaux en matière commerciale.

Il n’en ira pas aisément de même dans le domaine des denrées alimentaires. La guerre en Ukraine prive, on l’a vu, le marché mondial du tiers de ses approvisionnements céréaliers. Les producteurs non affectés par la guerre vont certes bénéficier de la conjoncture mais ils exploitent déjà leurs surfaces cultivables au maximum leurs capacités de production. Ils ne sont pas en mesure de les augmenter à la hauteur des besoins. Les rares pays qui disposent de marges de manœuvre, dont le Brésil est un bon exemple, ne peuvent améliorer leur offre qu’en accentuant la dévastation d’un patrimoine forestier indispensable à la maîtrise des dérèglements climatiques.

D’une manière plus générale, les économies ne peuvent se passer des ressources non agricoles tirées des sols, ressources énergétiques et ressources minérales exportées par la Russie. Les fortes hausses déjà intervenues vont durer pénalisant, principalement les économies européennes.

A cette perspective valable pour le court terme (5 ans et peut-être moins), il faut en ajouter une autre. Les européens ont pris pleinement conscience de leur dépendance envers le gaz russe. Ils ont décidé de la réduire. Ce qui prendra nécessairement du temps mais qui produira des effets redoutables au détriment de l’envahisseur post-soviétique. A ce moment, la guerre pourra bien être terminée par une victoire militaire de l’envahisseur mais elle s’accompagnera d’une grave défaite. V. POUTINE pourrait bien régner sur son pays en faillite et sur une Ukraine en ruine. Il avait déjà réussi à transformer la Syrie en un vaste cimetière. En poursuivant sa stratégie guerrière il deviendra le dirigeant, de droit comme de fait, de pays dévastés et incapables de se relever.

Le dictateur post-soviétique peut certes compter sur l’appui géopolitique du régime chinois. Mais en contradiction totale avec la restauration d’une grande Russie. Compte tenu des rapports de forces, V. POUTINE ne peut espérer qu’une position de satellite vassalisée. Perspectives que ses populations ne sont pas prêtes à accepter.

La crise actuelle aura nécessairement un coût pour les populations européennes communautarisées. Elles disposent, globalement, des moyens nécessaires pour les supporter. La question cruciale qui va se poser concerne la répartition sociale des sacrifices. Les classes et couches sociales, supérieures et moyennes sont massivement acquises aux répliques de leurs gouvernants visant à mettre à genoux l’agresseur russe. Elles peuvent se permettre de subir les détériorations de leur niveau de vie et de leur pouvoir d’achat. Il en va autrement pour les ménages à faibles revenus. Afin de préserver la paix sociale il faudra renforcer les aides déjà mises en place. Les catégories aisées se verront donc soumises à une double peine : l’amputation de leur pouvoir d’achat résultant de l’augmentation des prix, d’une part, leur contribution à la solidarité sociale, d’autre part. Le défi s’avère d’envergure. Il n’est cependant pas douteux qu’il peut être relevé si les intéressés parviennent à surmonter les égoïsmes sociaux et nationaux.

Face à la crise actuelle, les dirigeants en appellent à la « sobriété » des consommateurs. Réduire le chauffage de leurs habitations, s’approvisionner en produits locaux, activer les investissements dans les énergies renouvelables. Ils seront entendus mais beaucoup plus faiblement qu’on peut l’espérer. Nos civilisations marchandes et capitalistes reposent sur une dynamique inverse. Elles récusent radicalement le jansénisme économique. Elles incitent, avec des moyens considérables à consommer plus. Consommer mieux est, il est vrai, devenu un slogan à la mode. Mais l’amélioration qualitative revendiquée ne sert qu’à améliorer les ressorts profond du « toujours plus ».

# **CONCLUSIONS**

Le contexte de guerre va lourdement peser sur la gestion de l’inflation et le pouvoir d’achat des gens de toutes conditions sociales. La guerre embrase certes une petite partie du monde mais elle intervient dans un état d’interdépendance des nations, pas seulement économique, jamais atteint auparavant. L’onde de choc, dans ces conditions, ne peut être que mondiale. L’issue du conflit va déterminer fortement le sort de la Russie, de l’Europe. Les Etats-Unis, moins exposés, verront néanmoins leur sort changé. Il en ira de même pour nombre d’autres pays.

L’invasion de l’Ukraine par le régime russe a été préparée de longue date, sur des bases manifestement erronées. V. POUTINE avait reçu de ses services de sécurité et militaires des informations polluées par le souci de lui décrire la situation telle qu’il la désirait et non telle qu’elle était. Ses conseillers lui ont promis un « blitzkrieg » meurtrier mais de courte durée. Au contraire, l’entreprise guerrière va durer. Il a été convaincu, par lui-même et son entourage, que les envahisseurs seraient favorablement accueillis par les populations. Il n’en est rien. Il s’est aussi trompé à propos de la qualité de ses unités terrestres, très en deçà de ce que l’on constate sur le terrain. Si l’armée ukrainienne disposait de la maîtrise du ciel, elle serait même en mesure de terrasser son adversaire. Le nationalisme au sein du pays agressé est monté en flèche, galvanisé par un Président converti en héros. A été aussi sous-estimée la capacité de réaction des occidentaux et, particulièrement, des européens. Au lieu de les diviser le conflit les a unifiés. Tout élargissement territorial du conflit, en Pologne, en Finlande, dans le pays baltes, obligerait l’OTAN à réagir. Enfin, le projet des occidentaux de mettre l’Etat russe en faillite va se concrétiser assez rapidement.

L’ambition initiale du régime russe était de rattacher la nation ukrainienne à son territoire. Pas forcément en procédant à une pure annexion juridique, mais en l’amputant d’une partie de ses territoires de l’Est, en neutralisant sa souveraineté défensive, en mettant en place un gouvernement dévoué aux intérêts post-soviétiques. Le rapport réel des forces démontre qu’elle est irréalisable. Dès lors, deux scénarii se profilent.

Premier scénario, le dictateur post-soviétique réduit considérablement ses ambitions. Il se contente de mettre la main sur les territoires contestés du Donbass et faire reconnaître internationalement l’annexion de la Crimée. La probabilité que les ukrainiens et leurs alliés occidentaux acceptent un tel marché paraît faible.

Second scénario, le plus vraisemblable : le dictateur persiste dans ses buts de guerre parce qu’il ne peut y renoncer sans apparaître comme un dirigeant impuissant. Il pourra, pour un temps, continuer à régner, mais sur un empire ruiné, incapable de se relever par ses propres moyens. La Chine le soutiendra mais comme la corde soutient le pendu.

Si le second scénario se vérifie, la guerre changera de forme mais elle durera plusieurs années. L’Europe communautaire sera en première ligne. Elle a, sans aucun doute, les moyens de faire face à son adversaire. Elle va subir une inflation durable mais qu’elle peut maîtriser. A la condition d’accepter des sacrifices et prendre soin de ne pas laisser s’enfoncer dans la misère les parties les plus économiquement fragiles de ses populations.

L’hypothèse la plus optimiste mais pas irréaliste, si les politiques assument bien leurs responsabilités, serait la seconde mort de la guerre froide sur notre continent. La Russie contenue dans ses frontières actuelles, débarrassée de son régime mi policier et mi maffieux, reviendrait dans le giron des démocraties. Les opportunités d’investissements intérieurs et extérieurs, de croissance économique, de réduction de l’inflation, en seraient augmentées.

Pour le moment, les européens s’intéressent essentiellement à mettre en place une stratégie défensive. Elle présente, de toute évidence, deux défauts importants, pour partie inévitables. Les effets des sanctions, on le sait, progresseront moins vite que les ravages militaires infligés à son voisin par l’envahisseur. La population russe subira des dommages élevés mais qui exacerberont les forces et les mentalités, abreuvées de propagande, cultivant le nationalisme et la conviction que leur pays est assiégé par les tenants d’un libéralisme décadent et prédateur.

Si les démocraties européennes tiennent bon sur leurs principes, leurs valeurs, leur refus de compromis avantageux à l’agresseur, ce dont elles ont les moyens, l’issue de la guerre leur appartiendra.